



2026 - 104

## ARRETE MUNICIPAL

Police des Débits de Boissons

### AUTORISATION MUNICIPALE D'OUVERTURE TARDIVE

**Nous**, Maire de Fauville-en-Caux, commune déléguée de Terres-de-Caux,

**Vu** les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2542-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

**CONSIDERANT** la demande présentée par **Monsieur Mathieu MOREL, gérant de « L'HOTEL DU COMMERCE »**, exploitant du débit de boissons de 4<sup>ème</sup> catégorie, sis **919 rue Bernard Thélu à Fauville-en-Caux 76640 TERRES-DE-CAUX**, en vue d'obtenir **l'autorisation d'ouverture tardive de son établissement** dans la nuit du jeudi 30 avril au vendredi 1 mai 2026.

#### ARRETONS

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur Mathieu MOREL, est autorisé à maintenir son établissement « L'Hôtel du Commerce » ouvert tardivement jusqu'à 3h00, **dans la nuit du jeudi 30 avril au vendredi 1 mai 2026.**

**ARTICLE 2** : A l'issue de cette prolongation d'ouverture exceptionnelle, l'exploitant devra respecter un temps de fermeture de 2 heures minimum à compter de l'heure de fermeture fixée par la présente autorisation avant de rouvrir son établissement.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation accordée à titre personnel est essentiellement précaire et révocable. Elle peut être suspendue à tout moment sur rapport des services de police pour des faits portant atteinte à l'ordre, à la sécurité ou à la tranquillité publique et perd sa validité en cas de changement de propriétaire.

**ARTICLE 4** : L'attention de l'exploitant est ainsi particulièrement appelée sur l'obligation qui lui est faite :

- D'assurer la sécurité de ses clients en prévenant tout désordre, rixe, dispute ;
- De refuser l'accès de son établissement à toute personne en état d'ivresse ;
- De prendre toutes mesures utiles pour que les bruits émanant de ses locaux, résultant de leur exploitation et de la sortie de la clientèle, ne puissent à aucun moment troubler le repos ou la tranquillité du voisinage de jour comme de nuit ;
- De ne pas vendre d'alcools aux mineurs conformément à l'article L3353-3 du code de la santé publique.
- En cas d'incident, il doit sans délai alerter l'autorité de police compétente.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Maire, le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la Police Municipale Intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

En Mairie, le 24 avril 2026

**Stéphane CAVELIER,**  
Maire de Fauville-en-Caux



*7, avec Fauville au coeur*

Auzouville-Auberbosc  
Bennetot  
Bermonville  
Fauville-en-Caux  
Ricarville  
St-Pierre-Lavis  
Ste-Marguerite-sur-Fauville